

Le régime du contrat administratif



La compétence

- Au niveau étatique, les contrats administratifs sont signés par les **ministres** ou les **personnes qu'ils désignent**
- Au niveau déconcentré, c'est le **préfet de département** qui signe les contrats administratifs (sauf si les textes imposent le maintien de la compétence ministérielle)
- Pour les collectivités territoriales, c'est **l'assemblée délibérante, avant d'être signée par l'exécutif, une fois transmise en Préfecture** (depuis CE, décembre 2009, Commune de Béziers un contrat peut être appliqué même si la transmission en préfecture n'a pas eu lieu)



Les formes



Les textes imposent généralement un **contrat écrit** avec **formalisme** au **niveau des documents** mais, en l'absence de telles dispositions textuelles, le contrat peut être conclu oralement (CE, 1956, Bertin)

Les procédures à respecter par la personne publique pour choisir son cocontractant

Dans le cadre des délégations de service public :

Toute délégation de service public doit aujourd'hui **faire l'objet d'une publicité et mise en concurrence préalable** (= un avis d'appel public à concurrence doit être publié au Bulletin Officiel d'annonces des Marchés Publics + établissement d'une liste de candidats)

Dans le cadre des délégations de service public :

Obligation de publicité et de mise en concurrence et principe du choix de l'offre économiquement plus avantageuse.

Il existe deux types de procédures :

- **Procédure formalisée** : à partir de 5 350 000 euros.
- **Procédure adaptée** : lorsqu'un acheteur souhaite réaliser un achat dont la valeur estimée est inférieure aux seuils de procédure formalisée (5 350 000 euros), il peut recourir à une procédure adaptée dont il détermine librement les conditions. Au-delà, il doit respecter une procédure formalisée.



Transposition des directives 2004-17 et 2004-18 du 31 mars 2004 de l'Union Européenne



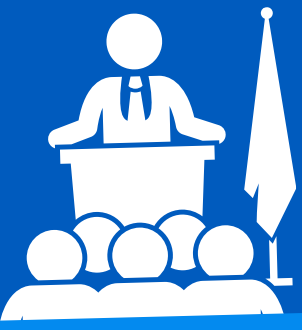
Le contenu des contrats

Les marchés publics :

- **Acte d'engagement** (exprime les droits et obligations des parties, accord de volonté...)
- **Cahiers des charges** (documents généraux)

Les délégations de service public :

- **Convention** (**organisation du service public vis-à-vis des usagers** : clauses règlementaires - CE, 2018, Communauté d'agglomération Val d'Europe) et **rapports financiers entre les parties** (clauses obligatoires - objet, durée et rémunération)



L'exécution des contrats administratifs

• Les prérogatives de l'administration •

- **Le pouvoir de contrôle** : dans l'intérêt du service public, l'administration peut préciser les modalités d'exécution du contrat sur des éléments qui ne sont pas détaillés par les clauses contractuelles.
- **Le pouvoir de sanction** : au nom de l'intérêt général (CE, 1907, Deplanque), plusieurs types de sanctions possibles. Ex : payer des pénalités en raison de retard dans l'exécution du contrat.
- **Le pouvoir de modification unilatérale du contrat dans l'intérêt général** : l'administration peut sans l'accord de son contractant, décider de modifier unilatéralement les clauses du contrat pour répondre aux nécessités de l'intérêt général (PGD depuis, 1983, Union des transports publics urbains et régionaux)
- **Le pouvoir de résiliation unilatérale du contrat dans l'intérêt général** : pour tous les contrats. Il existe même sans texte. S'il est prévu dans le contrat, c'est une clause exorbitante. Peut-être prononcé par voie réglementaire (CE, 1958, Distillerie de Magnac Laval). Il doit y avoir un réel intérêt général (la dégradation des relations entre deux cocontractants ne peut pas constituer un motif d'intérêt général - (CE, 2015, Commune de bézier III))



• Les droits des cocontractants •

L'indemnisation totale du cocontractant :

- **En cas de sujétions imprévues** : le cocontractant doit exécuter des prestations supplémentaires qui n'ont pas été prévues dans le contrat. Ces difficultés d'exécution doivent être exceptionnelles, imprévisibles et extérieures à la volonté des parties (CE, 2003, Commune de Lens).
- **En cas de travaux indispensables** : initiative spontanée du cocontractant lui permettant d'exécuter ses prestations dans les meilleures conditions. Ces travaux sont payés sur la base des conditions de prix initialement fixées par le contrat (CE, 1975, Commune de Canari)
- **Le fait du prince** : L'augmentation des prestations découle du fait de l'administration elle-même. L'administration va prendre une décision étrangère au contrat, mais qui va avoir une conséquence sur ce dernier. Pour obtenir compensation, il faut qu'il ait une disparition de l'objet du contrat ou une remise en cause de ses conditions essentielles (CE, 1924, Tanty : augmentation des prix du fourrage par décision de l'État alors que ce prix constituait, un élément essentiel du contrat)

L'indemnisation partielle du cocontractant :

- **Imprévision** : L'exécution du contrat, bien que toujours possible, est rendue plus difficile par des changements survenus depuis la conclusion du contrat. Admis par CE, 1916, Cie Générale d'éclairage de bordeaux : hausse vertigineuse des prix du charbon après l'occupation des mines de Lorraine par les troupes allemandes, rendait la livraison de gaz difficile.
- **La force majeure administrative** : cas où le déséquilibre financier du contrat devient permanent et ne permet plus au cocontractant d'équilibrer ses dépenses avec ses ressources. Il y a alors un cas de force majeure qui conduit à la résiliation du contrat et à l'indemnisation du cocontractant, calculée comme en matière d'imprévision (CE, 1932, Cie des tramways de Cherbourg).
- **Vers un droit à la résiliation du contrat par le cocontractant aux torts de l'administration ?** CE, 8 octobre 2014, Sté Grenke Location : possibilité d'inclure une clause dans le contrat, conditionnant la possibilité pour le cocontractant de résilier le contrat en cas de méconnaissance par l'administration de ses obligations, mais la personne publique doit pouvoir s'opposer à la rupture pour un motif d'intérêt général.

